

# Table des matières

1.	Fiche pays : République d'Haïti.....	2
2.	Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande. ....	3
3.	Théorie du Changement associée au pays Haïti.....	4
3.1.	Description de la théorie du changement associée à la République d'Haïti pour l'OS 1.....	4
3.2.	Description de la théorie du changement associée à la République d'Haïti pour l'OS 2.....	7
3.3.	La Théorie du Changement dans l'exécution, le suivi et monitoring du programme .....	8
4.	Analyse des risques associée à Haïti.....	9
5.	Description de la prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC.....	10
5.1.	Leçons apprises ayant influencées la stratégie du Programme .....	10
6.	OS1.....	11
6.1.	Fiche OS 1 .....	11
6.2.	Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique 1 .....	12
6.3.	Motivation au regard des critères du CAD .....	16
6.4.	Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour la République d'Haïti.....	19
6.5.	Description des Synergies et Complémentarités.....	21
7.	OS 2.....	23
7.1.	Fiche OS 2 .....	23
<b>7.2.</b>	Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique 2 .....	23
7.3.	Motivation au regard des critères du CAD .....	26
7.4.	Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour la République d'Haïti.....	28
7.5.	Description des Synergies et Complémentarités.....	29

# République d'Haïti

## 1. Fiche pays : République d'Haïti

Coûts opérationnels totaux pour le pays :		4.312.443€		
Personne de contact en Belgique pour la DGD pour le pays :	Nom : M. Thierry LIPPENS	Organisation : APEFE	Téléphone : +3224218256	E-mail : <a href="mailto:t.lippens@apefe.org">t.lippens@apefe.org</a>
Personne de contact qui représente l'ACNG dans le pays :	Nom : M. Simon LUSALUSA	Organisation : APEFE	Téléphone : +50946556020	E-mail : <a href="mailto:s.lusalusa@apefe.org">s.lusalusa@apefe.org</a>

### Résumé synthétique du programme pour ce pays (15 lignes maximum) :

Le Programme 2017-2021 de l'APEFE en Haïti vise l'amélioration de la situation socio-économique des couches défavorisées de la population Haïtienne par la formation et l'insertion socioprofessionnelle. A cet effet, le Programme accompagne la création de Petites et Moyennes Entreprises (PME), et ainsi contribue à la création de nouvelles richesses, selon une stratégie qui favorise l'inclusion, l'équité de genre et le respect de l'environnement. Le Programme s'articule autour de deux objectifs spécifiques, à savoir : (i) Promouvoir la création d'emplois et de revenus durables en appuyant les initiatives privées porteuses d'emplois et en renforçant les capacités humaines et institutionnelles des structures d'encadrement des partenaires du monde du travail et de la formation professionnelle dans les départements géographiques de l'Ouest, du Nord, du Sud, de l'Artibonite et du Centre du Pays. (ii) Améliorer la qualité des apprentissages / enseignements par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs de l'enseignement fondamental moyennant la mise en place d'un dispositif hybride de formation dans les zones d'intervention.

### Carte du pays avec localisation des interventions



Le programme interviendra dans six (6) départements géographiques :

- L'Ouest
- L'Artibonite
- Le Nord
- Le Centre
- Le Sud 'Est
- Le Sud

## 2. Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande.

Nom complet et abréviation :	Bureau du Secrétaire d'État à la Formation Professionnelle (BSEFP) / Institut National de Formation Professionnel (INFP)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	14, Rue Laham Mercier, Delmas 60, Port-au-Prince (Haïti)	Fixe : (+509) <a href="tel:+50929420468">29 42 0468</a> Mobile : (+509) 37 28 80 28 / 48 98 45 45	<a href="http://infp.gouv.ht/public/">http://infp.gouv.ht/public/</a>
Personne de contact :	M. Jean David Genesté, Secrétaire d'État à la Formation Professionnelle		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1: Promouvoir la création d'emplois et de revenus durables en appuyant les initiatives privées porteuses d'emplois et en renforçant les capacités humaines et institutionnelles des structures d'encadrement des partenaires du monde du travail et de la formation professionnelle dans les départements géographiques de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Est, de l'Artibonite et du Centre du Pays.		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	<p>Sous réserve du respect des engagements de l'APEFE en ce qui concerne les ressources mobilisées et les activités à réaliser, le BSEFP et l'INFP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sont responsables de l'atteinte des résultats de l'objectif sectoriel du programme visé.</li> <li>- s'engagent à mettre à disposition du programme les ressources humaines, les ressources matérielles et de fonctionnement le concernant et repris.</li> <li>- participent à la gestion du Programme à travers une représentation assurée par un(e) directeur(ice) de Programme.</li> <li>- participent à l'évaluation des besoins et à l'identification des bénéficiaires (Public cible).</li> </ul>		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Début 2000.		

Nom complet et abréviation :	Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	5, Rue Dr Audain, Port-au-Prince	(+509) 37 21 66 98 / <a href="tel:+50948075112">48 07 5112</a>	<a href="mailto:jeanbdorsonne@yahoo.fr">jeanbdorsonne@yahoo.fr</a> <a href="http://menfp.gouv.ht/">http://menfp.gouv.ht/</a>
Personne de contact :	Jean Beauvois DORSONNE, Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 2: La qualité des apprentissages/ enseignements est fortement améliorée dans les zones d'intervention par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs de l'enseignement fondamental moyennant la mise en place d'un dispositif hybride de formation.		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	<p>Préside le comité National en charge de l'objectif spécifique 2 du Programme ;</p> <p>Participe à la coordination des volets opérationnel, administratif et pédagogique de l'Initiative ;</p> <p>Participe à la détermination des conditions de reconnaissance de la formation, de la planification des étapes, de la définition des indemnités et des rémunérations des acteurs de terrain, de l'évaluation du dispositif par les autorités du pays ;</p> <p>Est responsable, à travers les Ecoles Fondamentales d'Application et Centre d'Appui Pédagogique (EFACAP) de la mise en œuvres de formation au numérique pour les enseignants, les autres institutions publiques locales et la société civile.</p>		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Début année 2000		

Nom complet et abréviation :	Initiative Francophone pour la Formation à Distance des Maîtres (IFADEM)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	24, Rue Du Père Monteuil, Peguy-Ville, Pétiou-Ville	(+509) 47 22 77 77	<a href="http://www.ifadem.org/contact@ifadem.org">http://www.ifadem.org/contact@ifadem.org</a>
Personne de contact :	Madame Concilie Mbwayiba, Attachée de Programme		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 2: La qualité des apprentissages/ enseignements est fortement améliorée dans les zones d'intervention par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs de l'enseignement fondamental moyennant la mise en place d'un dispositif hybride de formation.		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Participe au Secrétariat Exécutif (SE) chargé de la mise en œuvre du programme au niveau de chaque département ; Participe à la collecte et à l'analyse des données des enquêtes et/ou évaluations menées dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative ;		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Atelier participatif organisé en 2016 en Haïti Relation partenariale en R. D. Congo depuis 2010		

### 3. Théorie du Changement associée au pays Haïti

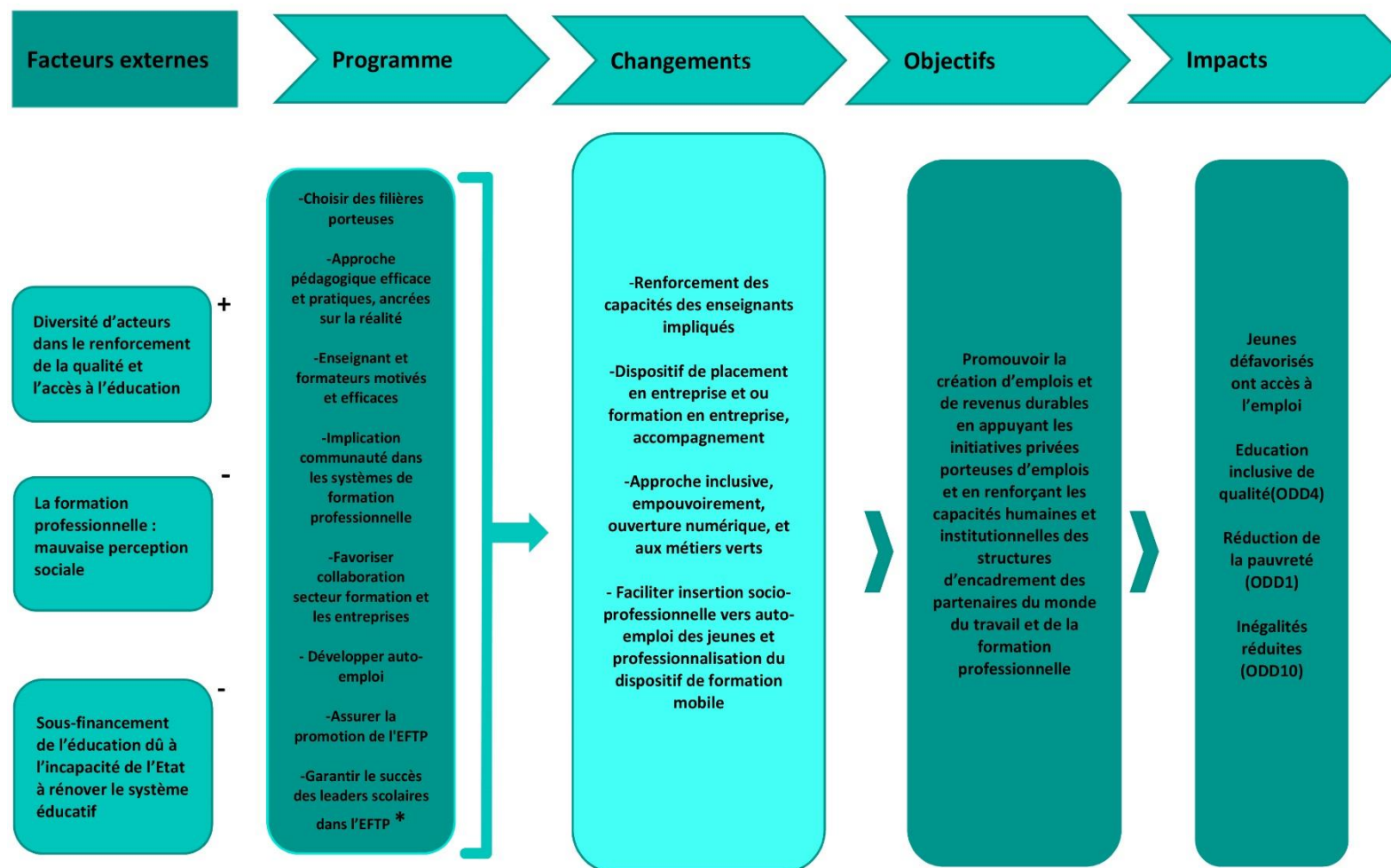
#### 3.1. Description de la théorie du changement associée à la République d'Haïti pour l'OS 1

Les ateliers organisés dans le cadre de l'analyse de contexte commune (ACC) ont permis d'identifier les piliers des changements sur lesquels les acteurs du groupes « éducation, recherche et culture » doivent se focaliser pour améliorer le secteur. La théorie du changement retenue dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme est donc issue directement de l'ACC Haïti à savoir :

Modèle de changement	Comment le réaliser ?	Quoi ou qui sera impacté ?	Besoins
Renforcement des capacités des acteurs impliqués	Organiser des voyages d'étude, d'échanges Sud-Sud, Nord-Sud au profit du personnel de l'INFP, du BSEFP et des CFP partenaires.	INFP BSEFP CFP	Ressources humaines / Ressources financières / Ressources matérielles / Ressources pédagogiques et des outils et matériels didactiques / Investissement en temps / Volonté de collaboration / (partenariats) entre les acteurs concernés
Mise en Place d'un dispositif de placement en entreprises et d'accompagnement à la création de PME au niveau des CFP partenaires	Faciliter la relation entre les dispositifs de placement en entreprises et d'accompagnement à la création PME des CFP partenaires et les Entreprises à travers les Chambres de Commerce et la chambre de Métiers et de l'Artisanat Haïtien. Mettre en place un dispositif de formation en entreprise ou de stage en entreprise au profit des finissant (e)s des CFP partenaires. Organiser un plaidoyer pour la mise en place d'un fonds d'investissement destiné aux jeunes entrepreneurs porteurs d'un projet viable. Participer à la création et à la gestion d'un fonds d'investissement destiné	CFP Bénéficiaires directs du programme	Ressources humaines / Ressources financières / Ressources matérielles / Ressources pédagogiques et des outils et matériels didactiques / Investissement en temps / Volonté de collaboration / (partenariats) entre les acteurs concernés.

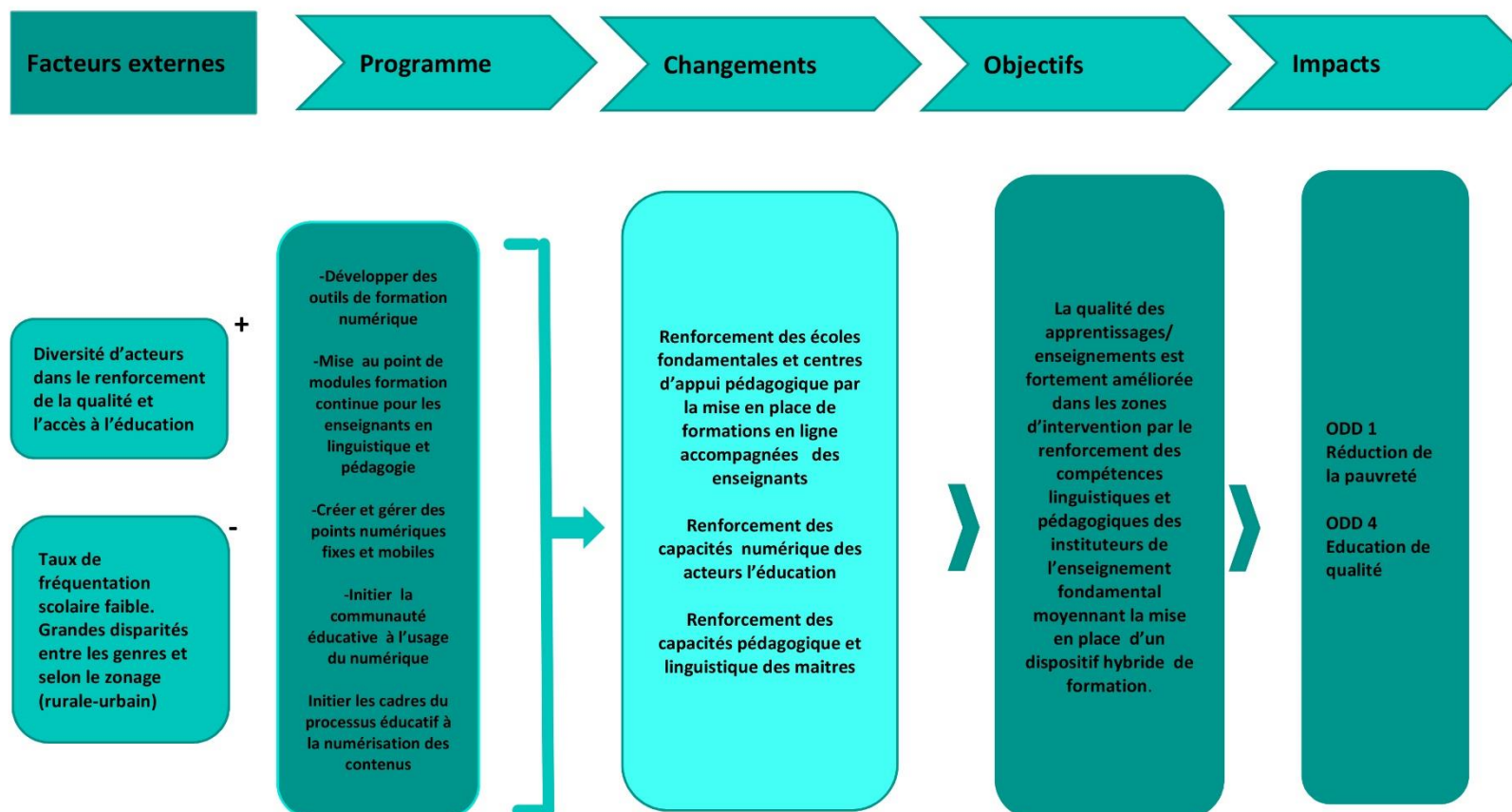
Modèle de changement	Comment le réaliser ?	Quoi ou qui sera impacté ?	Besoins
	à appuyer les jeunes entrepreneurs inscrits ou non dans les COPP et porteurs d'un projet viable. Créer ou utiliser les services d'incubateurs d'entreprises existant afin d'accompagner les porteurs de projets viables.		
Intégration d'une approche inclusive garantissant l'ouverture au numérique, aux métiers verts et à l'empouvoirement (autonomisation) des femmes	Organiser des formations sur les thèmes de genre, de l'environnement, du développement personnel, du numérique, de la santé sexuelle et reproductive, des IST/SIDA et de l'entrepreneuriat Mettre sur pied et gérer un système de bourses d'études favorisant l'accès à la formation professionnelle des jeunes vulnérables et particulièrement des jeunes filles. Favoriser l'insertion professionnelle et l'accès aux formations de personnes à mobilité réduite. Favoriser le processus du renforcement du pouvoir, de la participation, de capacité de choix et de négociation, de l'autonomie Favoriser l'intégration des thèmes transversaux genre, environnement, accès au numérique ainsi que l'inclusion sociale dans l'éducation.	INFP BSEFP CFP Bénéficiaires directs du programme Organisation / ou Regroupement d'Organisations de femmes	Ressources humaines Ressources financières Ressources matérielles Ressources pédagogiques et des outils et matériels didactiques Investissement en temps Volonté de collaboration (partenariats) entre les acteurs concernés.
<i>Faciliter l'insertion socioprofessionnelle et l'auto-emploi des jeunes vulnérables des communes / localités dépourvues d'infrastructures de formation professionnelle par l'extension et la professionnalisation du dispositif de formation mobile.</i>	Organiser des sessions de formation dans les filières déjà couvertes et en particulier dans de nouvelles filières porteuses notamment en Électricité domestique, Cosmétologie, Transformation de produits agricoles. Accroître la visibilité du dispositif de formation mobile et de ses outils et l'étendre géographiquement Accompagner les jeunes formés dans le processus d'insertion socioprofessionnelle ou d'auto-emploi Réaliser le suivi périodique des attestés des sessions de formation mobile dans les communes / localités touchées.	Bénéficiaires directs du programme Organisation Communautaire de Base (OCB)	Ressources humaines Ressources financières Ressources matérielles Ressources pédagogiques et des outils et matériels didactiques Investissement en temps Volonté de collaboration (partenariats) entre les acteurs concernés

OS1



### 3.2. Description de la théorie du changement associée à la République d'Haïti pour l'OS 2

1



<sup>1</sup> \* [1] EDUCAID, « Vers une meilleure adéquation formation emploi : neuf facteurs de succès », 2016

Modèle de changement	Comment le réaliser ?	Quoi ou qui sera impacté ?	Besoins
Mise place d'un dispositif de formation hybride des enseignants du niveau fondamental par le renforcement des Ecoles fondamentales d'application et centres d'appui pédagogique (EFACAP)	Développer des outils de formation numérique et au numérique pour tous bénéficiaires Mettre au point des modules de formation continue pour les enseignants qui permettent d'améliorer leurs compétences linguistiques et pédagogiques. Créer et gérer des points numériques fixes et mobiles. Se rapprocher des bénéficiaires	Les EFACAP (Ecoles fondamentales d'application et Centre d'appui pédagogique) ists du programme Les cadres de l'éducation les enseignants de zones concernées	Ressources humaines Ressources financières Ressources matérielles Ressources pédagogiques et des outils et matériels didactiques Investissement en temps Volonté de collaboration (partenariats) entre les acteurs concernés
Renforcement des compétences numériques des acteurs de l'éducation, pédagogiques et linguistiques des enseignants.	Initier la communauté éducative à l'usage du numérique en éducation Initier les cadres du processus éducatif (directeurs, conseillers pédagogiques et inspecteurs à la numérisation des contenus Renforcer les compétences linguistiques et pédagogiques des enseignants dans les différentes disciplines	Les cadres de l'éducation au niveau supérieur et au niveau local. Les enseignants des zones d'intervention. Le personnel des institutions publiques locales La société civile des zones d'intervention.	

### 3.3. La Théorie du Changement dans l'exécution, le suivi et monitoring du programme

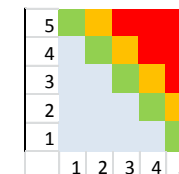
Dans le courant de la première année de l'intervention, les modélisations réalisées dans le cadre des Programme 2017-2021 pourraient être mise en commun avec les autres acteurs de l'EFTP en vue de l'élaboration d'un schéma de TOC sectorielle « EDUCATION RECHERCHE ET CULTURE » » permettant, à moyen terme, une meilleure coordination des acteurs autour d'un objectif commun.



## 4. Analyse des risques associée à Haïti

Probabilité	1	Très faible	Conséquence	1	Négligeables	Niveau de risque	1	Faible (négligeable)
	2	Faible		2	Faibles		2	Moyen (hypothèses)
	3	Modérée		3	Remarquables		3	Elevé (risque à mitiger)
	4	Elevée		4	Critique		4	Extrême (létal)
	5	Très élevée		5	Menace existentielle			

Estimation du risque					Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)			Suivi du risque	
Source et nature du risque	Probabilité	Effets	Niveau risque	Impact résultat	Traitement	Responsable	Timing	Responsable	Quand
L'évolution de la situation politique affecte la stabilité des acteurs en fonctions et le déroulement du programme	3	4	3	OS1 OS2	Représentation des directions techniques au sein d'un Comité National et d'un secrétariat exécutif pour la mise en œuvre afin de s'assurer de la stabilité de la gouvernance ; adaptation du chronogramme en cas de besoin	Administrateur de Programme APEFE (AP), Directeur de Programme (DP), CN, SE, CD, IPP, AT	Plan pluriannuel (PPA)	AP, DP, CN, SE, CD, IPP, AT	PPA
Les autorités locales et la communauté ne s'impliquent pas dans la promotion de la création des emplois et des revenus durables	3	4	3	OS1	Contact et échange permanent avec les acteurs de la coopération internationale focalisé sur la sensibilisation des autorités locales	AP	PPA	AP	PPA
Les structures de gouvernance locales ne sont pas impliquées dans la mise en œuvre du Programme	3	4	3	OS2	Deux réunions du CN / an ; Rencontre mensuelle des tuteurs avec le CD ; Consultation permanente du SE avec les CD pour le suivi du dispositif de la formation	CN, SE, CD, IPP, AT	PPA	CN, SE, CD, IPP, AT	PPA
Les entreprises locales n'engagent pas les jeunes issus du Programme	3	4	3	OS1 R1	Plaidoyer et contact permanent auprès des entreprises du secteur privé	DP	PPA	DP	PPA
Les jeunes ne disposent pas des moyens nécessaires au lancement de leur microentreprise	3	4	3	OS1 R1	Plaidoyer auprès des bailleurs de fonds potentiels y compris le secteur privé	AP	PPA	AP	PPA
Le programme ne parvient pas à recruter des formateurs compétents	3	4	3	OS1 R1	Suivi de la politique de recrutement de l'INFP ; Etablissement d'une fiche de poste pour les recrutements ; Appel à candidature ; Création d'une base de données de formateurs	DP, INFP	PPA	DP, INFP	PPA
Les structures de gouvernance locale ne parviennent pas à mobiliser les enseignants	3	4	3	OS2 R1 R2	Mise en place d'un système de communication s'appuyant sur les CD et intégrant les opportunités offertes par l'usage du numérique (réseaux sociaux, mail, forum de discussion sur la plateforme)	CN, SE, CD, IPP, AT	PPA	CN, SE, CD, IPP, AT	PPA
Les revendications syndicales des enseignants perturbent le déroulement des activités	2	5	2	OS2 R1 R2	Suivi et encadrement permanent assurés par les tuteurs	CN, SE, CD, IPP, AT	PPA	CN, SE, CD, IPP, AT	PPA
Les conditions climatiques conjuguées à la configuration géographique affectent le déroulement des activités	2	5	2	OS1 OS2	/	/	/	AP, DP, CN, SE, CD, IPP, AT	PPA



## 5. Description de la prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC

Les principales recommandations et points d'attention du CSC pour l'introduction des programmes 2017 – 2021, formulés dans le cadre du dialogue stratégique lié au CSC – Haïti auquel 19 OSC/AI ont participé, peuvent se résumer ainsi : « *Porter une attention particulière aux droits humains et à la digitalisation* ».

L'élaboration de ce Programme 2017 – 2021 se veut prendre en compte ces principales recommandations par l'adoption d'une approche garantissant l'ouverture au numérique, aux métiers verts, à l'empouvoirement (autonomisation) des femmes et à l'éducation inclusive.

Plus spécifiquement, cette attention se fera sentir à travers :

- Le quota de filles bénéficiaires directes des actions et impacts du programme ;
- Le nombre de personnes à Mobilité réduite initiées à l'entrepreneuriat et au numérique à l'initiative des actions du programme ;
- Le nombre d'acteurs du secteur de la FTP (formateurs, cadres de l'INFP, directeurs de CFP, inspecteurs régionaux) sensibilisés à l'intégration du genre et à l'éducation inclusive à l'initiative des actions du programme ;
- Les actions mises en œuvre pour faciliter l'accès et l'initiation au numérique (formations, **CLOM/MOOCs**, matériels et équipements) aux différents acteurs impliqués dans la FTP en Haïti avec une attention particulière pour les jeunes filles.
- L'organisation de sessions de formation en énergies renouvelables, en transformation de produits agricoles et en Techniques agricoles déjà initiées au cours du PPA-Haïti 2014 – 2016.

### 5.1. Leçons apprises ayant influencées la stratégie du Programme

Les leçons suivantes ont été apprises dans le cadre des interventions passées et sont prises en considération dans le Programme 17-21, à savoir :

#### ➤ *Par Rapport à la Formation Mobile*

- Si initialement, l'objectif de la formation était de permettre à des jeunes des communautés reculées d'apprendre un métier pouvant garantir leur intégration sur le marché du travail comme professionnel à part entière. Ce qui constitue une valeur ajoutée dans la mesure où l'on voit que dans certaines localités, le programme permet aussi d'agir sur le phénomène de la déforestation qui est l'une des conséquences majeures des inondations en Haïti.
- L'insertion des jeunes attestés dépend en majeure partie du degré de collaboration des autorités locales (ASEC, CASEC, Maire, Député) avec l'instance en charge de la formation.
- La formation mobile peut agir, dans certains cas comme levier, permettant de freiner la migration des populations vers les grandes villes en permettant aux jeunes de pouvoir s'établir à leur compte dans leur localité d'appartenance et d'y gagner leur vie.
- La formation mobile donne effectivement des résultats pour les jeunes de moins de 30 ans ayant abandonné l'école et constituant dès lors un groupe vulnérable avec un réel besoin en formation professionnelle. Elle ne représente parfois qu'une valeur ajoutée pour les personnes en reconversion professionnelle, en âge avancée (+ de 35 ans) ou en poursuite de formation scolaire.

#### ➤ *Par rapport au Partenariat avec l'INFP*

- La cogestion et l'approche participative utilisée par l'APEFE constitue un modèle apprécié de gestion dans la coopération bilatérale.
- Les CFP partenaires ont une meilleure perception de la gouvernance du BSEFP et de l'INFP.
- Les échanges entre partenaires intervenant dans le sous-secteur de la formation technique et professionnelle génèrent des synergies permettant d'éviter les duplications.

#### ➤ *Par rapport aux Bourses d'études*

- L'octroi des bourses d'études aux jeunes vulnérables a permis de lutter efficacement contre la déperdition scolaire en particulier pour les filles.

➤ *Par rapport aux Cellules D'Orientation et d'Insertion Professionnelles*

- La mise en place des Cellules d'Orientation Professionnelle & de Placement (COPP) a permis de réduire le nombre de décrochage scolaire au niveau des CFP bénéficiaires du Programme.
- La mise en place de ces Cellules, si elle a démontré toute sa pertinence par rapport aux besoins en accompagnement des jeunes finissants des CFP partenaires, nécessite des mesures particulières afin d'en assurer l'opérationnalisation effective à savoir : fournir une assistance technique continue et effectuer un suivi régulier des activités, appuyer les COPP en matériel, fournitures, et moyens de communications (cartes de recharge, frais de transport, etc.) pour leur fonctionnement efficient, établir des liens entre les CFP et les entreprises locales notamment en matières de stage des jeunes à travers les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Chambres d'Artisanat et de Métiers régionales, initier des Cellules de production (activités génératrices de revenu) dans les CFP et aussi des espaces d'incubation facilitant la création de PME.
- Les tâches confiées constituent des charges de travail supplémentaires pour les personnels des COPP qui n'ont pas toujours le même statut au niveau des CFP (personnel de direction, formateur, responsable d'atelier, contractuel). Il s'est avéré donc nécessaire de prévoir une prime / gratification comme stratégie de compensation et comme source de motivation.

Le contenu décrit ci-après est à répéter pour chaque outcome / objectif spécifique identifié dans le cadre du programme.

## 6. OS1

### 6.1. Fiche OS 1

Outcome:	Promote the creation of sustainable jobs and revenue by supporting private initiatives that provide employment and strengthening human and institutional capacity of the management structures of the partners of the world of work and vocational training in the geographical departments of the West , North , South , Artibonite and Centre of the country		
Outcome :	Promouvoir la création d'emplois et de revenus durables en appuyant les initiatives privées porteuses d'emplois et en renforçant les capacités humaines et institutionnelles des structures d'encadrement des partenaires du monde du travail et de la formation professionnelle dans les départements géographiques de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Est, de l'Artibonite et du Centre du Pays.		
Pays :	Haïti	Cet outcome/objectif est-il couvert par un CSC ?	Oui
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :	Localisation		
Partenaires locaux ou parties prenantes	INFP	Port-au-Prince	Départements de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Est, de l'Artibonite et du Centre du Pays.
	MENFP	Port-au-Prince	Départements de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Est, de l'Artibonite et du Centre du Pays
Groupe-cible :	Jeunes désœuvrés en situation de vulnérabilité (particulièrement les filles)		
Bénéficiaires (nature, et nombre [lorsque connu]) :	Plus de 6500 bénéficiaires directs en formation dans les CFP retenus ou en formation mobile dans les zones reculées couvertes par le Programme.		
Secteur principal :	Code CAD: 11330 (Education / Formation Technique et Professionnelle)		
Interactions des demandeurs :	Programme commun uniquement : Résumé synthétique des interactions prévues entre les différents ACNG demandeurs au niveau de l'Outcome / Objectif spécifique		
Coûts opérationnels de objectif spécifique (total) :	2.995.268. euros		
Markers :			
	Environnement	1	
	RIO : désertification	0	
	RIO : biodiversité	0	
	RIO : CC adaptation	0	
	RIO : CC mitigation	1	
	Genre	1	
	Bonne Gouvernance	1	
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	0	

HIV/Aids	1
Droits des enfants	0
Trade development	2

## 6.2. Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique 1

Cible stratégique commune 2 : Renforcer le savoir et pouvoir des groupes vers des relations équitables et mutuellement enrichissantes entre homme et femme, et d'inclusion des groupes sociaux marginalisés							
Cible stratégique commune 4 : Garantir et améliorer l'accès à la connaissance, l'éducation et à la culture, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement							
OS1 : Promouvoir la création d'emplois et de revenus durables en appuyant les initiatives privées porteuses d'emplois et en renforçant les capacités humaines et institutionnelles des structures d'encadrement des partenaires du monde du travail et de la formation professionnelle dans les départements géographiques de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Est, de l'Artibonite et du Centre du Pays.							
H1.1 L'implication effective des autorités locales et de la communauté pour la promotion de la création des emplois et des revenus durables.							
Indicateur 1.1: D'ici 2021, les revenus des jeunes insérés professionnellement ou en situation d'auto emploi ont augmenté d'au moins 50 % par rapport à leur situation initiale.	Moins de 1euro / jour	Augmentation d'au moins 50%	Augmentation d'au moins 50%	Augmentation d'au moins 50%	Augmentation d'au moins 50%	Augmentation d'au moins 50%	SDV1.1 : Nombre de Contrats d'emploi signés par les jeunes accompagnés à travers les actions du Programme. Montants de la rémunération dans les contrats d'emploi. Reçus de déclaration annuelle d'impôts.. SDV1.2 Certificat de patente de micro entreprise créées et contrats d'emploi
Indicateur 1.2: D'ici 2021, le nombre total de jeunes (Inscrits dans les COPP + Attestés en Formation Mobile) insérés professionnellement ou en situation d'auto emploi à l'initiative des activités du Programme s'élève à environ 3000 dont 40 % de filles.	0	100	125 (Augmentation de 25 %)	150 (Augmentation de 25 %)	175 (Augmentation de 25 %)	200 (Augmentation de 25 %)	
Résultat 1	L'insertion économique des jeunes inscrits dans les COPP (Cellules d'Orientation Professionnelle et de Placement) a été améliorée par le renforcement de leur formation, de leur employabilité en entreprise et de l'auto emploi.						
H1.1.1 Des formateurs compétents ont pu être recrutés par le Programme.							
H1.1.2 Les modules de formation élaborés sont disponibles et répondent aux besoins de la population ciblée et aux exigences des partenaires.							
H1.1.3. Les entreprises locales engagent les jeunes issus du Programme.							
H1.1.4 : Les jeunes disposent des moyens nécessaires au lancement de leur micro entreprise.							
Indicateur 1.1.1: D'ici 2021, le nombre de finissants insérés professionnellement à l'initiative des activités du Programme s'élève à environ 1290 dont 40 % de filles (soit 25 % des finissants inscrits dans les COPP).	Moins de 5 %	5% de finissants (=85)	10% de finissants (=170)	15% de finissants (=255)	20% de finissants (=340)	25% de finissants (=425)	SDV1.1.1 : Nombre de contrats d'emploi signés. SDV1.1.2 : Rapports d'incubateurs d'entreprises. SDV1.1.3 : Rapports des formations.
Indicateur 1.1.2: D'ici 2021, le nombre de finissants inscrits dans les COPP en situation d'auto emploi à l'initiative des activités du Programme s'élève	0	100	125 (Augmentation de 25 %)	150 (Augmentation de 25 %)	175 (Augmentation de 25 %)	200 (Augmentation de 25 %)	

à environ 750 dont 40 % de filles.								
Indicateur 1.1.3: D'ici 2021, les actions du Programme permettent la mise en place de dispositifs fonctionnels et opérationnels de placement en entreprise et d'accompagnement à la création de PME (COPP) au profit des finissants (particulièrement des filles) des CFP.			COPP fonctionnelles	COPP opérationnelles à 50 % de ses tâches	COPP opérationnelles à 60 % de ses tâches	COPP opérationnelles à 70 % de ses tâches	COPP opérationnelles à 80 % de ses tâches	
Résultat 2	Le dispositif de formation mobile facilite, dans les communes et localités ciblées, l'insertion professionnelle des personnes sans emplois							
H1.2.1: Le Bureau du Secrétaire d'État à la Formation Professionnelle et l'INFP appuient l'extension et la professionnalisation du dispositif de formation mobile.								
Indicateur 1.2.1: D'ici 2021, environ 3000 jeunes de communes / localités reculées du Pays dont 40 % de filles bénéficient de sessions de formation initiale à l'initiative des actions du Programme.	Environ 400 (données estimées de 2016)	400	500	600	700	800	SDV1.2.1 : Boxes ateliers, modules de formation, matériels didactiques durables, etc. SDV1.2.2 : Carte de la répartition géographique des formations	
Indicateur 1.2.2: D'ici 2021, au moins 1 attesté de la Formation mobile sur 4 (soit 625 attestés) est en situation d'auto emploi à l'initiative des actions du Programme.	Environ 15 % des attestés (données estimées de 2016)	Environ 15 % des attestés	Environ 20 % des attestés	Environ 25 % des attestés	Environ 25 % des attestés	Environ 25 % des attestés	SDV1.2.3 : Rapports de formations. SDV1.2.4 : Nombre de jeunes formés	
Résultat 3	Les compétences des cadres de l'INFP, des CFP, des formateurs, du personnel des COPP et des Inspecteurs ont été renforcées							
Indicateur 1.3.1: D'ici 2021, les principaux acteurs impliqués dans le programme (cadres de l'INFP, personnel des CFP, formateurs, personnel des COPP et Inspecteurs) ont bénéficié d'au moins 3 sessions de formation les habilitant à effectuer les tâches prévues dans leurs contrats de travail respectifs.	1	3	3	3	3	3	SDV1.3.1 : Rapports de formation de cadres de l'INFP. SDV1.3.2 : Rapports de formation de directeurs de CFP de l'INFP. SDV1.3.3 : Rapports de formation des inspecteurs.	
Résultat 4	Une approche garantissant l'ouverture au numérique, aux métiers verts, à l'empouvoirement (autonomisation) des femmes et l'éducation inclusive a été assurée pendant toute la durée du programme et est effective							
H1.4.1: Les personnes à mobilité réduite souhaitent être formées et insérées. H1.4.2 : La participation des hommes et des femmes dans le Programme est équitable. H1.4.3 : Les femmes souhaitent acquérir l'autonomie et le pouvoir de décision. H1.4.4 : Les cadres de la formation professionnelle souhaitent accéder au numérique par des formations en ligne (clones, MOOCs).								
Indicateur 1.4.1: D'ici 2021, les actions du programme atteignent les 4 buts	1 but atteint	1 but atteint	2 buts atteints	3 buts atteints	4 buts atteints	4 buts atteints	4 buts atteints	SDV1.4.1 : Rapport des

suivants : initient les jeunes au numérique, à l'entrepreneuriat, intègrent le thème « conservation et protection de l'environnement » et facilitent l'accès aux personnes à mobilité réduite.							formateurs. SDV1.4.2: TdRs de formations sur le Développement de
Indicateur1.4.2: D'ici 2021, environ 30 % des ressources allouées pour la réalisation des actions du Programme (bourses, formations...) sont destinés à favoriser spécifiquement l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (vouloir, savoir, avoir et pouvoir).		5%	10%	15%	20%	30%	l'entrepreneuriat féminin. SDV1.4.3 : Budget genré des formations organisées. SDV1.4.4 :
Indicateur1.4.3: D'ici 2021, environ 130 cadres (INFP, personnel des CFP, formateurs, personnel des COPP et Inspecteurs) de la formation professionnelle ont suivi des formations en ligne (clones, MOOCs).		15 personnes	20 personnes	25 personnes	30 personnes	40 personnes	Attestations de formation en ligne SDV1.4.5 : Liste des boursiers des CFP par sexe.
Conditions préalables :		Néant					
Typologie des activités :	<ul style="list-style-type: none"><li>• Organiser des sessions de formation initiale et continue sur les thèmes d'insertion professionnelle, de la planification par objectif / cycle de projet, de genre, de l'environnement, du développement personnel, du numérique, de la santé sexuelle et reproductive et des IST/SIDA, de l'entrepreneuriat au profit du personnel des COPP des CFP partenaires.</li><li>• Faciliter la relation entre les COPP des CFP partenaires et les Entreprises à travers les Chambres de Commerce et la chambre de Métiers et de l'Artisanat Haïtien.</li><li>• Mettre en place un dispositif de formation en entreprise ou de stage en entreprise au profit des finissant (e)s des CFP partenaires.</li><li>• Organiser un plaidoyer pour la mise en place d'un fonds d'investissement destiné aux jeunes entrepreneurs porteurs d'un projet viable.</li><li>• Participer à la création et à la gestion d'un fonds d'investissement destiné à appuyer les jeunes entrepreneurs inscrits ou non dans les COPP et porteurs d'un projet viable.</li><li>• Créer ou utiliser les services d'incubateurs d'entreprises existant afin d'accompagner les porteurs de projets viables.</li><li>• Organiser des formations sur les thèmes de la planification par objectif / cycle de projet, de genre, de l'environnement, du développement personnel, du numérique, de la santé sexuelle et des MST/SIDA, de l'entrepreneuriat Organiser des sessions de formation dans les filières déjà couvertes par le Programme et en particulier dans de nouvelles filières porteuses notamment en Électricité domestique, Cosmétologie, Transformation de produits agricoles.</li><li>• Accroître la visibilité du dispositif de formation mobile et de ses outils et l'étendre géographiquement</li><li>• Accompagner les jeunes formés dans le processus d'insertion socioprofessionnelle ou d'auto-emploi</li><li>• Réaliser le suivi périodique des attestés des sessions de formation mobile dans les communes / localités touchées.</li><li>• Organiser des voyages d'étude, d'échanges Sud-Sud, Nord-Sud</li><li>• Favoriser l'insertion professionnelle et l'accès aux formations de personnes à mobilité réduite.</li><li>• Mettre sur pied et gérer un système de bourses d'études favorisant l'accès à la formation professionnelle des jeunes vulnérables et particulièrement des jeunes filles.</li><li>• Favoriser le processus du renforcement du pouvoir, de la participation, de capacité de choix et de négociation, de l'autonomie</li><li>• Favoriser l'intégration des thèmes transversaux genre, environnement, accès au numérique ainsi que l'inclusion sociale dans l'éducation.</li></ul>						

a) T3 – Coûts opérationnels OS 1

Operational costs	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
1. Partners						
Investment						0
Operation						0
Personnel						0
2. Collaborations						
Investment						0
Operation						0
Personnel						0
3. Local office						
Investment	241.165,00	270.165,00	231.165,00	81.165,00	81.165,00	904.825,00
Operation	131.783,00	176.165,00	146.165,00	146.165,00	146.165,00	746.443,00
Personnel	105.000,00	138.600,00	153.700,00	133.800,00	148.900,00	680.000,00
4. Head office						
Investment						0
Operation						0
Personnel	120.000,00	122.400,00	144.800,00	127.200,00	149.600,00	664.000,00
Total OC:						
Investment	241.165,00	270.165,00	231.165,00	81.165,00	81.165,00	904.825,00
Operation	131.783,00	176.165,00	146.165,00	146.165,00	146.165,00	746.443,00
Personnel	225.000,00	261.000,00	298.500,00	261.000,00	298.500,00	1.344.000,00

### 6.3. Motivation au regard des critères du CAD

#### b) Description de la pertinence

Le Programme 2017-2021 de l'APEFE vise le renforcement du dispositif de formation professionnelle en vue de faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité particulièrement les jeunes filles à travers la création d'emplois durables et/ou de PME notamment dans les filières vertes (techniques agricoles, énergies renouvelables, transformation de produits agricoles).

Ce Programme répond à la problématique locale de compétitivité du secteur privé et de l'employabilité des jeunes haïtiens et s'inscrit dans les priorités et politiques nationales. En effet, le programme s'aligne au Plan Opérationnel 2010-2015 du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle publié en 2011, principale feuille de route des principaux acteurs du sous-secteur de la formation technique et professionnelle (FTP).

Par ailleurs, le programme contribue aux **objectifs de la coopération internationale belge**.

En effet, en s'attaquant à l'EFTP, en synergie et/ou complémentarité avec d'autres acteurs belges présents en Haïti et plus particulièrement, en visant une formation professionnelle adéquation avec les besoins du marché de l'emploi, le programme appuie directement la participation de la personne au développement économique durable et inclusif de son pays et aux droits humains en général afin d'éradiquer la pauvreté, l'exclusion et les inégalités, OG du programme en Haïti.

L'intervention répond aux trois priorités de la **note stratégique du secteur de l'éducation** (2013) de par sa concentration sur l'enseignement technique et professionnel, sa concentration sur un Pays Moins Avancé et l'attention portée à « l'équilibre entre (i) l'accès, en particulier une gestion des taux de transition basée sur la compétence, (ii) l'équité en matière d'accès, de maintien et de chances de réussite, et (iii) la qualité de l'enseignement ainsi que la pertinence des apprentissages »<sup>[1]</sup>. Les thèmes transversaux du genre et de l'environnement sont intégrés dans l'appui aux institutions de formation professionnelle et aux entreprises.

En alignement à la **note stratégique « environnement »** (2014) de la DGD et au Plan Stratégique de Développement d'Haïti/Programme 1.2 - Gérer l'environnement (PNUD, 05/2012), l'APEFE intègre dans son programme la conservation et la protection de l'environnement de manière transversale. Concrètement, la sensibilisation aux problèmes environnementaux sera intégrée aux programmes de formation afin d'assurer que la main d'œuvre future puisse participer au respect des ressources naturelles et de l'environnement. De plus, les entreprises appuyées seront renforcées pour réduire leur impact sur l'environnement.

En alignement à la **note stratégique « genre »** (2016) de la DGD et à la Politique Nationale Genre d'Haïti (2010), l'APEFE intègre également de manière transversale et spécifique le genre dans son programme. L'APEFE veillera à genrer ses dépenses, et renforcer les capacités des acteurs clés en genre et les appuiera à mettre en place des actions qui permettront aux filles et aux femmes d'accéder aux formations et à l'apprentissage en entreprises de manière équitable.

Le programme répond également à la **note stratégique sur le secteur privé** (2014). L'appui au secteur privé dans ce programme vise principalement le renforcement de la qualité de la formation professionnelle des jeunes et le renforcer la compétitivité des entreprises, la création d'emplois décents et l'intégration du genre et de l'environnement dans la gestion des entreprises.

#### c) Description de l'efficacité

Au sein du CSC, deux cibles stratégiques communes correspondent au champ d'intervention de l'APEFE pour son nouveau Programme 2017-2021. Il s'agit des cibles 2 et 4 suivantes :

- Cible stratégique commune 2 : Renforcer le savoir et pouvoir des groupes vers des relations équitables et mutuellement enrichissantes entre homme et femme, et d'inclusion des groupes sociaux marginalisés
- Cible stratégique commune 4 : Garantir et améliorer l'accès à la connaissance, l'éducation et à la culture, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement

En effet, l'intervention favorise l'accès au numérique, l'inclusion sociale et l'autonomisation des femmes / filles ; il permet la sensibilisation et le renforcement des capacités des acteurs du sous-secteur de la FTP concernés – (voir « Politique d'égalité homme/ femme : autonomisation des femmes » pour 2014-2034, [Ministère de la Condition Féminine et du Droit des Femmes \(MCFDF\)](#), mars 2015).



Le programme de l'APEFE s'inscrit également clairement dans les approches de la CSC suivantes:

- "Promouvoir des mécanismes adaptés pour assurer l'inclusion sociale et l'équité et égalité genre et générationnelle dans les actions »,
- « Renforcer, conscientiser et investir dans la formation des hommes et femmes, jeunes et adultes sur l'inclusion sociale et l'équité et égalité »,
- « Conscientiser et former des cadres des partenaires et leurs OCB (hommes et femmes, jeunes et adultes) sur une approche axée sur le droit (inclusion sociale, équité/égalité genre et générationnelle, participation, etc.) » et
- « Renforcer le développement d'une approche genre et générationnelle dans les programmes des ACNG belges (vision, outils, etc.) », CSC-Haïti 2016)

L'APEFE en Haïti accompagne les jeunes vulnérables dans leur formation, leur recherche d'emploi / initiative de création de PME à travers un renforcement de la formation technique et professionnelle avec une orientation professionnelle en amont et une insertion professionnelle et/ou entrepreneuriale en aval de la formation. Les approches spécifiques retenues pour l'intervention APEFE sont:

- Améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement formel et informel à travers le renforcement des capacités et les partenariats,
- Améliorer la logistique, les infrastructures et la gestion institutionnelle de formation et de la recherche ;
- Renforcer l'apprentissage et l'ouverture aux arts et à la culture au sein-même de l'enseignement et dans les filières de formations professionnelles, et renforcer les acteurs culturels pour une mise en réseau avec d'autres organisations ; et
- Documenter, partager et consolider des approches innovatrices.

L'opérationnalisation des approches décrites au point précédent permettra l'atteinte des résultats prévus dans le programme de façon réaliste, adaptée et viable. Les instances de pilotage stratégique et opérationnelles mis en place comme le Comité Technique de suivi (CTS), le Comité de Pilotage du Programme (CP) et d'outils de planification, de supervision et de suivi-évaluation constitue une force pour assurer la performance du programme et le suivi efficace de la réalisation des activités. Des réajustements seront réalisés si nécessaire.

Cette stratégie de mise en œuvre permettra de faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité (particulièrement les filles) des zones d'intervention ciblées à travers l'accès à une formation de qualité (système de bourses, formation in situ) et l'accompagnement d'initiatives de création d'entreprise et / ou de recherche dynamique d'emploi.

Par ailleurs, à travers la combinaison de ces approches le programme portera une attention particulière à l'initiation au numérique, à l'intégration du genre et à la sensibilisation à la conservation et à la protection de l'environnement dans la mise en œuvre des actions au profit de l'ensemble des acteurs concernés par la FTP.

#### d) Description de la Durabilité

L'impact attendu de l'intervention est d'augmenter l'employabilité des jeunes haïtiens défavorisés. En ça, l'APEFE vise également de contribuer aux ODD 1, 4 et 10 à savoir : Réduction de la pauvreté (ODD1), Education inclusive de qualité(ODD4), réduction des inégalités (ODD10). Contribuant ainsi au cible stratégique 2 et 4 de la CSC Haïti.

La stratégie repose sur les partenaires locaux pour sa mise en œuvre : BSEFP, INFP, DP, inspecteurs régionaux et les personnels des centres (directeurs, gestionnaires, chefs d'atelier et formateurs), les Organisations de la Société Civile (OSC), les collectivités territoriales, les représentants du secteur privé des affaires (chambres de commerce et d'industries, Chambre des Métiers et d'Artisanat), les Congrégations religieuses ; tant pour la gestion des centres que pour le développement de partenariats avec les entreprises (partenariat public-privé), en vue de l'organisation de stages en entreprise et du placement des finissants.

##### ➤ *Durabilité technique*

Le renforcement des capacités est au centre de la stratégie partenariale et du processus d'autonomisation de l'APEFE en Haïti. L'APEFE vise entre autre le renforcement des capacités technique du partenaire.

Dans les CFP partenaires, les différents domaines de la gestion (pédagogique, administrative, scolaire, unités de production,...) feront l'objet d'un renforcement pour permettre d'atteindre un niveau de performance satisfaisant. Ce renforcement assurera la durabilité des équipements et matériels acquis et l'efficacité du personnel enseignant et administratif dans le cadre du projet et d'en planifier la rotation.

La maintenance et l'entretien des matériels et équipements durables utilisés (matériels roulants, matériels didactiques...) dans la réalisation des sessions de formation mobile seront assurés de manière continue en collaboration avec la Cellule de maintenance du partenaire (INFP).

Par ailleurs, le pilotage du projet sera mené par le partenaire institutionnel direct haïtien et aura en grande partie recours à des ressources locales.

➤ *Durabilité financière- viabilité*

Les services d'incubation d'entreprises, les activités génératrices de revenus, la recherche active de partenariats avec les entreprises, la recherche de financement extérieur et la mise en réseau / concertation avec les autorités devront servir de puissants leviers de développement pour garantir, sur le long terme, une formation adéquate au niveau des CFP partenaires qui seront donc considérés comme leurs propres moteurs de développement.

➤ *Durabilité sociale*

La durabilité des résultats pour les bénéficiaires finaux, en l'occurrence les jeunes formés, sera assurée par une nette amélioration de la qualité de la formation. Elle se traduira par une augmentation du taux d'insertion socioprofessionnelle et, par conséquence, une amélioration de la qualité de vie des jeunes formés et de leurs familles. De plus, l'acquisition des compétences en entrepreneuriat, la sensibilisation à la protection de l'environnement, l'ouverture au numérique et l'encadrement des organismes de microcrédit assurera la durabilité des actions du programme au-delà de la période de financement.

➤ *Stratégie de désengagement*

Du point de vue technique, la mise en œuvre du présent programme prévoit un désengagement progressif à partir de la 4ème année. A ce stade, l'ensemble des acteurs ciblés par les actions de renforcement des capacités (formateurs des CFP, personnels des COPP, inspecteurs régionaux, cadres de l'INFP) seront à même de réaliser efficacement les tâches prescrites dans le cadre de leurs fonctions respectives. Le programme exercera uniquement un rôle de supervision, de suivi et d'évaluation en étroite collaboration avec le partenaire qui en assurera la responsabilité pleine et entière à la fin du Programme.

Du point de vue financier, les actions nécessitant un coût direct devront être prises en charge progressivement par le partenaire. A ce titre, une série d'initiatives (Activités génératrices de revenus, inscription et formations payantes par les COPP, rentabiliser les unités de production) pourront être prises au niveau des CFP en vue de collecter les fonds nécessaires à la pérennisation des actions au profit des jeunes.

## e) Description de l'Efficiences

Les Organisations de la Société Civile / Acteurs internationaux (OSC/AI) actifs en Haïti accordent une grande importance à l'alignement entre eux afin d'optimiser l'efficacité et l'efficience des actions dans la coopération au développement. Une bonne coopération entre les acteurs clés n'est pas une approche *one-size fits all*, mais trouve sa plus-value dans la diversité des approches, méthodologies, partenaires et instruments.

Les moyens prévus au budget du PPA pour la mise en œuvre du programme, confrontés aux résultats attendus, sont correctement estimés et planifiés. Les ressources disponibles seront utilisées au mieux des possibilités, pour éviter les doubles emplois, en concertation étroite entre les partenaires. La conception du budget se réalise sur base de besoins réels et utilisé rationnellement pour l'atteinte des résultats. Son utilisation est encadrée en fonction des procédures comptables strictes de l'APEFE.

Le budget prévu alloue plus de 35 % aux investissements (acquisition de matériels roulant, de matériels et équipements informatiques). Ceci s'explique par le fait que dans le présent programme, six (6) nouveaux CFP n'ont jamais été appuyé par la coopération belge **APEFE**. Ce qui traduit un besoin accru en investissement (matériels didactiques durables). De plus il y aura l'acquisition de 4 nouveaux box (classes mobiles) destinés aux sessions de formation mobile pour les nouvelles filières mais aussi pour appuyer les filières de la cuisine-pâtisserie et de la Cosmétologie.

Pour améliorer l'efficience, l'APEFE optimise l'affectation des ressources humaines. L'APEFE privilégie l'engagement de ressources humaines locales pour appuyer la bonne mise en œuvre du programme. Toutefois l'engagement de RH internationales, intégrées dans une équipe locale à plusieurs intérêts :

- pallier à un manque d'expertise locale dans un secteur ou une thématique spécifique au cœur de l'intervention ;
- contribuer, à l'innovation et aux échanges de bonnes pratiques prometteuses et ainsi qu'au renforcement des capacités.

Dans ce cadre, le programme, axé sur le renforcement des capacités, connaîtra l'appui d'un assistant technique international jouissant d'une expertise technique et pédagogique pour accompagner et superviser les activités et d'une capacité évidente de gestionnaire pour assurer la cogestion avec le partenaire. L'intéressé contribuera notamment à favoriser le transfert des compétences individuelles et le renforcement des capacités institutionnelles.

Une prise en charge conséquente d'environ 1/3 du budget est prévue pour l'assistance technique, la prise en charge des membres du personnel du partenaire lors des sessions de formation, des voyages d'étude et/ou des missions locales / internationales, etc.

➤ *Répartition du budget opérationnel par rubrique avec justification des coûts*

Investissement	904.825 €	30%
Bâtiment	Rénovation et/ou construction des espaces d'incubation dans les 17 CFP partenaires	
Equipements	Equipement bureautiques et informatiques pour les salles informatiques des CFP partenaires, pour les nouveaux inspectorats et les COPP Mobilier + Équipement bureau et matériel informatique Outillages et matériels didactiques pour 7 CFP nouveaux et la consolidation pour les 10 CFP ayant bénéficié du PPA2014-2016 4 Véhicules tout terrain 4x4 1 camion remorque, 4 Box entièrement équipés pour la formation mobile.	
Fonctionnement	746.443 €	25%
Fonct. Général	Frais d'organisation de formation et d'ateliers Frais de transport et de mission Frais de communication Entretien, Carburant et assurance Véhicules	
Bourses	Bourses pour les jeunes défavorisés pour accéder à une formation de qualité Bourses pilotes pour les lauréats de la formation à se constituer en coopératives	
Missions internat.	Voyage d'étude sur l'organisation de la formation en alternance en Belgique Visites d'entreprises Frais de mission des experts techniques internationaux	
Personnel	1.344.000 €	45%
RH Expatriées	1 ATI expert international	
RH Locales	1 Directrice de Programme local, 1 Consultant(e) en Genre et Entrepreneuriat, 1 Consultant, 1 Consultant(e) en Numérique et Environnement (à temps partiel), 4 Chauffeurs (2 permanents, 2 à temps partiel), 1 assistant à la Gestion de Programme, 1 agent d'entretien	

#### 6.4. Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour la République d'Haïti

La stratégie partenariale de l'APEFE, actualisée le 5 janvier 2016, est la base de la stratégie mise en œuvre en Haïti.

➤ *Politique partenariale de l'APEFE en Haïti*

L'APEFE a une politique de partenariat de type « participation de décision », où les bénéficiaires et les partenaires prennent part aux discussions au sujet du programme, ils participent aux délibérations et à la prise de décisions qui peuvent influencer la mise en œuvre du programme. L'APEFE est une structure dynamique qui fournit un accompagnement technique en matière d'ingénierie de la formation et de renforcement des capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles à ses partenaires du Sud.

Les partenariats ainsi développés sur base d'un dialogue équilibré, d'un échange d'expérience, d'expertise, d'un renforcement de capacités mutuel sont pour l'APEFE le principal déterminant du succès et de la durabilité des programmes qu'elle soutient.

Principalement financée par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD), l'APEFE favorise le développement de collaborations, de synergies et complémentarités au NORD et au SUD. Ces collaborations apportent davantage d'efficacité à l'action entreprise, elles contribuent également au renforcement de chaque collaborateur et développent la gamme d'organisations et d'institutions habilitées à articuler et à répondre à l'émergence de nouvelles problématiques.

➤ *Identification des partenaires*

Le présent PPA sera mis en œuvre en partenariat avec le Bureau du Secrétaire d'Etat à la Formation Professionnelle (BSEFP) et l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP), partenaires institutionnels incontournables pour un appui en ETP. Les partenaires partagent un intérêt commun pour la formation professionnelle des jeunes et en particulier des jeunes filles.

La stratégie élaborée s'appuie essentiellement sur :

- le cadre stratégique du Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP) de la République d'Haïti.
- Le plan opérationnel 2010-2015 du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle
- L'Accord tripartite de coopération entre la Région wallonne, la communauté française de Belgique et la République d'Haïti et, plus particulièrement, le programme de coopération entre la région wallonne et Haïti, et conformément à la volonté du Gouvernement wallon de venir en aide à la relance des activités des institutions partenaires suite au séisme du 12 janvier 2010.
- la stratégie globale de l'APEFE pour les années 2008 – 2015 introduisant les Programmes Pluriannuels 2010-2013 et 2014-2016.

Concrètement, dans le cadre de cette stratégie, les partenaires valident, agréent et s'engagent dans la mise en œuvre du cadre logique, du chronogramme des résultats et des activités, du tableau des indicateurs et de celui des ressources et des budgets ci-annexés issus du dossier d'instruction et du PPA qui en découle et qui font partie intégrante de la présente convention et s'engagent à favoriser la levée des hypothèses et la durabilité des résultats acquis. Elles participent donc activement à la planification stratégique, à la coordination, à la gestion et au suivi des actions du programme.

Le partenariat BSEFP-INFP-APEFE met en avant des valeurs primordiales comme : l'ouverture à l'autre, l'appropriation (Déclaration de Paris) , l'entraide et le respect mutuel.

#### ➤ *Renforcement des capacités*

Le renforcement des capacités est au centre de la stratégie partenariale et du processus d'autonomisation. Elle vise à améliorer la capacité d'action, l'opérationnalité, la performance technique, l'autonomie et l'indépendance du partenaire.

L'APEFE s'attachera à mettre en œuvre en Haïti sa stratégie de renforcement des capacités aux trois niveaux spécifiques :

Le niveau macro, institutionnel et politique:

Appuyer le Bureau du Secrétaire d'Etat à la Formation Professionnelle (BSEFP) dans la mise en place d'une politique publique de Formation Professionnelle accessible, inclusive et ouverte au numérique.

Appuyer le BSEFP en matériels didactiques et équipements au profit de ses CFP.

- Le niveau méso, organisationnel et structurel :
  - o Renforcer les capacités des personnels (formateurs, inspecteurs et techniciens) de l'INFP à travers des voyages d'étude et des sessions de formation notamment en ligne (MOOCs)
  - o Renforcer les capacités humaines et institutionnelles des structures d'encadrement des partenaires du monde du travail et de la formation professionnelle dans les départements géographiques de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Est, de l'Artibonite et du Centre du Pays
- Le niveau micro, individuel :
  - o Renforcer l'employabilité des jeunes en promouvant la création d'emplois et de revenus durables en appuyant les initiatives privées porteuses d'emplois ;

Corrélés à ces trois niveaux, l'intervention de l'APEFE reposera sur l'amélioration et le renforcement des capacités techniques et fonctionnelles :

#### ➤ *Les capacités techniques*

- Des formateurs des CFP (numérique, genre, environnement, formations techniques) pour les rendre beaucoup plus efficace ;
- Des personnels administratifs des CFP (Gestion des CFP) ;
- Des Personnels des Cellule d'Orientatation et de Placement des CFP pour accompagner les apprenants (Service de Placement en Entreprises et Incubation) .

➤ *Les capacités fonctionnelles :*

- des personnels

L'approche de l'APEFE en matière de renforcement des capacités repose sur la base du concept d'appropriation nationale, qui concerne la capacité à prendre des décisions informées et à faire des choix avisés :

- elle met l'accent sur l'amélioration de la pérennité des interventions de renforcement des capacités, en encourageant la prise en charge des processus de développement par les autorités nationales ;
- elle vise une approche plus intégrée, englobant les capacités des individus et des organisations et l'environnement porteur ainsi que les capacités techniques et fonctionnelles;
  - elle intègre les unités de programme dans l'environnement institutionnel et organisationnel du partenaire et cela exige de s'adapter aux conditions locales et de partir des exigences spécifiques et des attentes en matière de performance du secteur ou de l'organisation qu'elle soutient;
  - elle mesure le renforcement des capacités en se servant des indicateurs issus du cadre logique du programme par des analyses des données quantitatives et/ou qualitatives, afin d'avoir la garantie qu'un regard objectif est porté sur les capacités existantes et les capacités manquantes, ainsi que sur les progrès réalisés.

## 6.5. Description des Synergies et Complémentarités.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme, il est attendu les synergies et complémentarités suivantes :

ACNG	Objectif commun	Responsabilités	Contributions des ACNG
Handicap Int	Inclusion des personnes handicapées dans les actions du programme	Accessibilité aux sessions de formation Sensibilisation à l'intégration des personnes handicapées Révision de documents de formation élaborés pour les rendre accessibles aux personnes handicapées (inclusion)	Expertise Appui financier
Géomoun	Concentration géographique des actions de la coopération belge en Haïti	développer des actions en formation mobile dans les localités où intervient Géomoun participation du personnel des Communautés protectrices (enseignants, des techniciens cadres) de Géomoun aux formations via les missions internationales APEFE	Identification des bénéficiaires Planification logistique Suivi
ACTEC	Concentration géographique et mise en commun des ressources des actions de la coopération belge (Ecole Hôtelière Marie Auxiliatrice de la Congrégation Salésienne de Don Bosco - EHMA)	développer des actions conjointes en formation mobile dans les localités où intervient ACTEC Participation à une stratégie commune de plaidoyer pour l'obtention et la disponibilité d'un fonds commun destinés à encadrer et accompagner les initiatives de création de PME au profit des jeunes touchés par les actions du Programme Appui à la mise en place de fonds commun destinés à encadrer et accompagner les initiatives de création de PME au profit des jeunes touchés par les actions du Programme	Expertise Appui financier Encadrement et accompagnement des Activités Génératrices de Revenus (AGR)
Fondation Rinaldi Via Don Bosco	Appui au renforcement des capacités des CFP relevant de la congrégation des salésiens de Don Bosco	Appui à la gestion des CFP Mise en place système de bourses participation du personnel (enseignants, des techniciens cadres) aux formations via les missions	Evaluation des besoins des CFP Suivi des ressources allouées aux CFP Participation actives aux

		internationales APEFE Participation à une stratégie commune de plaidoyer pour l'obtention et la disponibilité d'un fonds commun destinés à encadrer et accompagner les initiatives de création de PME au profit des jeunes touchés par les actions du Programme Appui à la mise en place de fonds commun destinés à encadrer et accompagner les initiatives de création de PME au profit des jeunes touchés par les actions du Programme	activités du Programme
Dynamo international	Mise en place de mécanismes facilitant l'insertion sociale, scolaire et professionnelle des enfants de rue	Mise en place système de bourses Partage d'expériences et de ressources Participation à une stratégie commune de plaidoyer pour l'obtention et la disponibilité d'un fonds commun destinés à encadrer et accompagner les initiatives de création de PME au profit des jeunes touchés par les actions du Programme	Identification des bénéficiaires Planification logistique Expertise Ressources matérielles
Centre de Compétences Reconstruction (CCR) – Coopération Suisse en Haïti	Mise en commun des actions mise en œuvre au profit de l'INFP	Partage d'expérience et de ressources dans le domaine de la formation en Maçonnerie chaînée (documentation développée, Maquettes didactiques et banniers, expérience générale...) Renforcement de la formation mobile au sein de la formation professionnelle Plateforme de coordination opérationnelle	Expertise Ressources matérielles
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural / Direction de Formation et de la Promotion d'Entrepreneuriat Agricole (MARNDR/DFPEA)	Appui au renforcement de la stratégie de Promotion de l'entrepreneuriat agricole	Partage d'expérience et de ressources Participation à une stratégie commune de plaidoyer pour l'obtention et la disponibilité d'un fonds commun destinés à encadrer et accompagner les initiatives de création de PME au profit des jeunes touchés par les actions du Programme Appui à la mise en place de fonds commun destinés à encadrer et accompagner les initiatives de création de PME au profit des jeunes touchés par les actions du Programme	Expertise Ressources matérielles Participation actives aux activités du Programme

Ajoutons encore que dans la préparation du CSC Haïti, de nombreuses possibilités de synergies entre les ACNG ont déjà été identifiées, mais il a semblé impossible de garantir un engagement réel et concret tant que les programmes des différents acteurs ne seront pas approuvés. Les ACNG ont également convenu d'organiser une réunion en Belgique et une autre en Haïti dès que les programmes auront été approuvés, afin de préciser et d'opérationnaliser les synergies possibles identifiées. Notons enfin que les exercices de l'ACC et du CSC ont créé une dynamique très constructive entre les OSC et que des réunions régulières seront planifiées en Belgique ou à Haïti afin d'échanger des informations et de gérer les risques. On peut donc clairement considérer que les ACNG se sont engagés à créer les conditions qui permettront des synergies dynamiques et efficaces tout au long de leurs programmes.

## 7. OS 2

### 7.1. Fiche OS 2

Outcome (Anglais ou Espagnol ou Français) :	The quality of learning / teaching has improved significantly in the intervention areas by strengthening language and teaching skills of teachers of basic education through the establishment of a hybrid training device.		
Outcome (Français et/ou Néerlandais) :	La qualité des apprentissages/ enseignements est fortement améliorée dans les zones d'intervention par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs de l'enseignement fondamental moyennant la mise en place d'un dispositif hybride de formation.		
Pays :	Haiti	Cet outcome/objectif est-il couvert par un CSC ?	Oui
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :	Départements du Nord, de l'Artibonite, du Sud, du Sud-Est, de l'Ouest et du Centre.		
Groupe-cible :	instituteurs de l'enseignement fondamental		
Nombre de bénéficiaires :	Bénéficiaires directs : 2000 enseignants / 4000 cadres d'autres institutions locales		
Secteur principal :	Code 11330 Education		
Coûts opérationnels de l'objectif spécifique (total) :	1.317.175. euros		

### 7.2. Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique 2

Description des résultats attendus par Outcome / Objectif spécifique 2							
La mise en œuvre de ce programme se veut contribuer à l’atteinte de l’OS2 à travers : le déploiement d’un dispositif de formation hybride des enseignants du niveau fondamental par le renforcement des Ecoles fondamentales d’application et centres d’appui pédagogique (EFACAP) et le renforcement des compétences numériques, pédagogiques et linguistiques des acteurs de l’éducation (en particulier des enseignants).							
	Baseline	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	Sources de vérification
Cibles stratégiques	Cible stratégique commune 2 : Renforcer le savoir et pouvoir des groupes vers des relations équitables et mutuellement enrichissantes entre homme et femme, et d’inclusion des groupes sociaux marginalisés Cible stratégique commune 4 : Garantir et améliorer l’accès à la connaissance, l’éducation et à la culture, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l’innovation, afin de contribuer au développement						
Outcome / Objectif spécifique 1 (A/E/F)	OS2 : La qualité des apprentissages/ enseignements est fortement améliorée dans les zones d’intervention par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs de l’enseignement fondamental moyennant la mise en place d’un dispositif hybride de formation.						
Hypothèses	H1.1 Les structures de gouvernance locale sont impliquées dans la mise en œuvre du programme. H1.2. Les Enseignants sont motivés et adhèrent au changement de pratiques						
IOV2.1. Niveau de satisfaction des enseignants	/	/	Au moins 75% sont satisfaits	Au moins 75% sont satisfaits	Au moins 75% sont satisfaits	Au moins 75% sont satisfaits	SDV2.1. Enquête de satisfaction. SDV2.2. Registre des résultats SDV2.3. Rapport d’évaluation d’inspection .
IOV2.2. Résultats aux évaluations concernant les savoirs théoriques à la fin du parcours	Scores < à 50 %	/	Scores > 60 %	Scores> 60 %	Scores > 60 %	Scores > 60 %	
IOV2.3. Résultats aux évaluations concernant les pratiques de classe à la fin du parcours.	scores inférieurs à 50 %	/	scores>70%	scores>70%	scores>70%	scores>70%	
Résultat 1	R2.1. Un dispositif de formation hybride des enseignants du niveau fondamental par le renforcement des Ecoles fondamentales d’application et centres d’appui pédagogique (EFACAP) est déployé.						

Hypothèses	H2.1. Les structures de gouvernance locale mobilisent les enseignants H2.2 Le facteur de proximité est respecté H2.3 Les directeurs d'écoles sont sensibilisés aux évolutions des pratiques pédagogiques attendues						
IOV2.1.1. Une plateforme de formation opérationnelle	0	1	1	1	1	1	SDV2.1.1. Tableau de bord de la plateforme SDV2.1.2. Les modules format papier ou numérique SDV2.1.3 Rapport des responsables de PN.
IOV2.1.2. Nombre de modules revus et publiés.	0	5	7	7	7	7	
IOV2.1.3. Nombre de points numériques opérationnels	0	6	10	10	10	10	
Résultat 2	R2.2 : Les compétences numériques, pédagogiques et linguistiques des acteurs de l'éducation (en particulier des enseignants) sont renforcées						
Hypothèses	H2.1. Les structures de gouvernance locale mobilisent les enseignants H2.2. Le facteur de proximité est respecté H2.3. Les directeurs d'écoles sont sensibilisés aux évolutions des pratiques pédagogiques attendues						
IOV2.2.1. Nombre de personnes formées au numérique (global) (dont 50% de femmes)	0	150	2000	3000	3500	4000	SDV2.2.1 Registres de certification SDV2.2.2 Registres de certification SDV2.2.3 Registres de certification
IOV2.2.2. Nombre de formateurs/tuteurs formés (dont 50% de femmes)	0	100	100	100	100	100	
IOV2.2.3. Nombre d'enseignants certifiés (dont 50% de femmes)	0	0	500	1000	2000	2000	
Conditions préalables :	Néant						
Typologie des activités :	A1.1. Développer des outils de formation numérique A1.1.1. Organiser des ateliers de définition des besoins et usages pour le développement d'une plateforme A1.1.2. Procéder à des tests de réglages de la plateforme A1.1.3. Organiser un atelier de lancement de la plateforme A1.1.4. Développer des outils de formation numérique portables A1.2. Mettre à disposition les modules de formation continue des enseignants. A1.2.1. Améliorer les contenus existants et adaptation au format numérique A1.2.2. Créer de nouveaux contenus en fonction des thématiques adoptées. A1.3. Créer et gérer des points numériques A1.3.1. Réhabiliter les locaux destinés aux points numériques A1.3.2. Habilitier un point numérique mobile A1.3.3. Equiper les points numériques A1.3.4. Renforcer les compétences techniques numériques des responsables des salles numériques A2.1. Initier la communauté éducative à l'usage du numérique en éducation A2.1.1. Organiser des ateliers de formations à l'usage du numérique pour tous les acteurs A2.2. Renforcer les compétences de l'équipe pédagogique A2.2.1. Initier les techno-pédagogues à la numérisation des contenus A2.2.2. Initier les tuteurs au suivi et encadrement du dispositif hybride et à l'exploitation de contenus A2.2.3. Renforcer les compétences d'encadrement des directeurs d'écoles, des inspecteurs et des conseillers pédagogiques						



	A2.3. Renforcer les compétences linguistiques et pédagogiques des enseignants
	A2.3.1. Organiser les mini regroupements d'enseignants
	A2.3.2. Assurer le suivi de l'autoformation
	A2.3.3. Evaluer les acquis des enseignants

a) 3 – Coûts opérationnels OS 2

Operational costs	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
1. Partners						
Investment						0,00
Operation						0,00
Personnel						0,00
2. Collaborations						
Investment						0,00
Operation						0,00
Personnel						0,00
3. Local office						
Investment	228.250,00	126.400,00				354.650,00
Operation	33.025,00	361.625,00	175.825,00	69.725,00	29.725,00	669.925,00
Personnel	2.500,00	50.780,00	25.200,00			78.480,00
4. Head office						
Investment						0,00
Operation						0,00
Personnel	106.000,00	108.120,00				214.120,00

### 7.3. Motivation au regard des critères du CAD

#### a) Description de la Pertinence

L'OS2 contribue pleinement à la cible stratégique commune 4 du Cadre stratégique Commun: «Garantir et améliorer l'accès à la connaissance, à l'éducation et à la culture, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement », en renforçant la formation des maîtres de l'enseignement fondamental et en multipliant les possibilités d'accès au numérique. Il est en phase avec les approches (contribution) 4A : «Améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement formel et informel à travers le renforcement des capacités et les partenariats », 4C : «Améliorer la logistique, les infrastructures et la gestion institutionnelle de la formation et de la recherche ».

L'OS2 s'inscrit totalement dans le cadre des recommandations de la note stratégique enseignement et formation 2013 de la DGD de se concentrer sur la scolarisation de base universelle vu qu'elle « constitue le premier facteur de l'égalisation des chances », et les enseignements techniques (ici, l'initiation au numérique) qui constituent « un facteur majeur de la réduction de la pauvreté et permettent au plus grand nombre de devenir acteurs du développement de leur pays ».

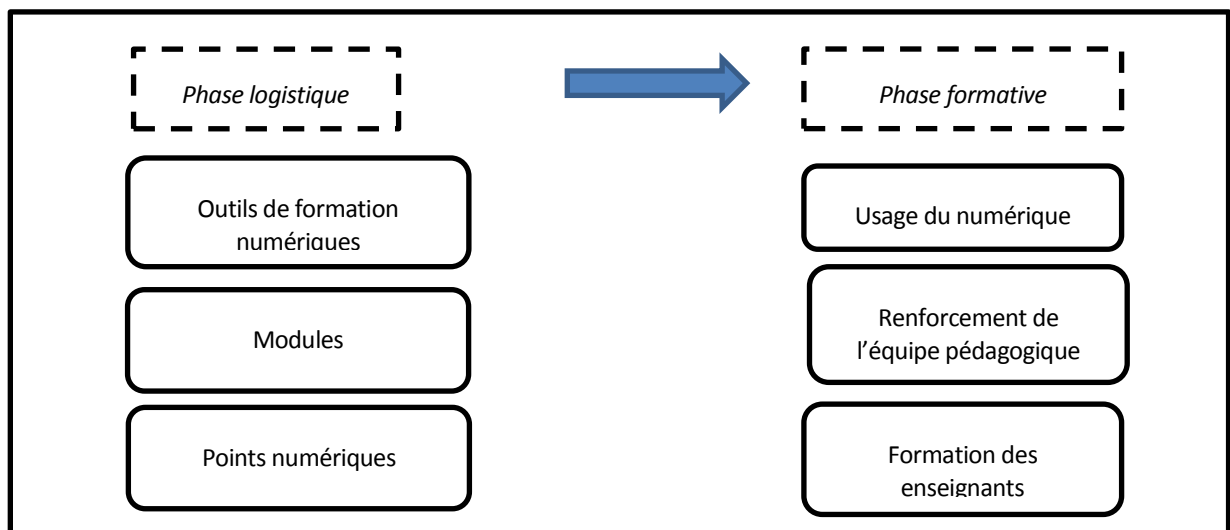
Cet OS intègre la « Rights based approach » en renforçant le niveau général d'éducation dans les zones d'intervention et permet ainsi un accès à la compréhension de ses droits et devoirs sociaux et politiques. D'autre part, la combinaison d'un relèvement éducatif avec une initiation au numérique à un très large secteur de la population ouvre amplement la porte aux droits sociaux et économiques. La promotion du rôle de la femme au sein de l'éducation et de la société haïtienne en général s'inscrit dans cette approche.

#### b) Description de l'Efficacité

L'OS 2 s'inscrit à la suite d'un programme IFADEM (Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres) mis en œuvre par l'OIF et l'AUF pendant 4 ans. Une évaluation a été réalisée et a débouché sur une série de « leçons apprises ». Ceci permet de bénéficier de l'expérience de ce partenaire, de profiter de ses recommandations et ainsi réduire les erreurs éventuelles dans la définition des activités et de leur articulation devant conduire au résultat.

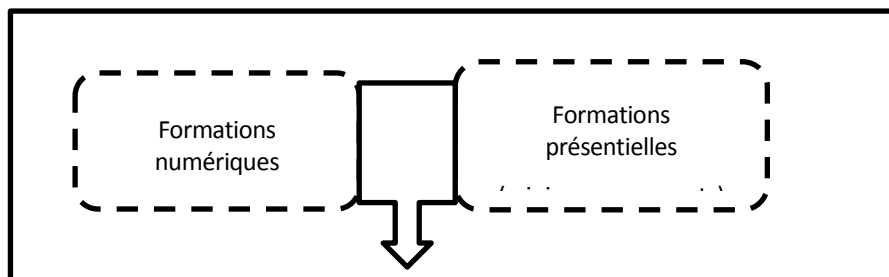
La stratégie consiste à commencer par une phase logistique qui engage le développement d'outils de formation numériques dont les contenus aborderont implicitement et explicitement la promotion du genre et de l'environnement, au départ des besoins et possibilités et, notamment, l'élaboration d'une plateforme ainsi que d'autres outils de formation numériques portables (*mobile education*). Ensuite, il s'agit de renforcer les modules de formation en améliorant les contenus, en créant de nouveaux et en les adaptant au format numérique.

En parallèle, il conviendra de mettre en œuvre des points numériques fixes (au sein des EFACAP) et mobiles (trucks) et renforcer les compétences numériques des responsables de ces points.



Ces activités indispensables de préparation s'inscrivent dans l'approche commune 4C « *Améliorer la logistique, les infrastructures et la gestion institutionnelles de la formation et de la recherche* » et permettent de passer, dans les conditions nécessaires, à la phase de formation qui se déclinera en trois étapes : l'initiation de toute la communauté éducative à l'usage du numérique en éducation, le renforcement des compétences de l'équipe pédagogique (les techno-pédagogues, les tuteurs ainsi que les directeurs d'écoles, les inspecteurs et les conseillers pédagogiques et terminer par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des enseignants. Cette phase met en œuvre l'approche 4A « *Améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement formel et informel à travers le renforcement des capacités et les partenariats* ».

Cette articulation d'activités permettra le déploiement d'un dispositif de formation hybride des enseignants du niveau fondamental par le renforcement des Ecoles fondamentales d'application et centres d'appui pédagogique (EFACAP) qui correspond au Résultat attendu.



Une fois ce dispositif déployé, il facilitera le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs de l'enseignement fondamental et ouvrira la possibilité à l'amélioration de la qualité des apprentissages/enseignements (Objectif Spécifique 2).

L'efficacité est contrôlée par des Indicateurs objectivement vérifiables SMART pour chacune des activités et au niveau du Résultat.

### c) Description de la Durabilité

#### ➤ De la Durabilité technique

La durabilité technique s'articule autour du renforcement des compétences des cadres du processus éducatif (directeurs, inspecteurs et conseillers pédagogiques). Elle concerne aussi les cadres supérieures (du ministère et des directions départementales qui bénéficieront d'une formation de haut niveau afin de maîtriser toutes les étapes du processus éducatif du programme. La durabilité se renforce également en s'appuyant sur les Ecoles fondamentales d'application et centres d'appui pédagogique (EFACAP) en tant que partenaires institutionnels de terrain.

La formation de 2000 enseignants et 4000 acteurs à l'utilisation du numérique permettra d'atteindre une masse critique, un niveau seuil, qui par lui-même assure une diffusion volontaire des apprentissages mais aussi directement par percolation.

#### ➤ De la Durabilité financière

L'ensemble du personnel utilisé pour l'encadrement du programme (cadres du MENFP, directeurs, inspecteurs et conseillers pédagogiques) est déjà pris en charge par l'Etat Haïtien.

#### ➤ De la Durabilité sociale et stratégie de désengagement

Un comité national composé de représentants de Directions techniques et des Directions Départementales de l'Education (DDE) du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle assure la gouvernance locale. Le suivi de la mise en œuvre des activités se fera par un secrétariat exécutif dont le responsable est un cadre issu de la Direction de la formation et perfectionnement.

Le Ministère définit également les lieux d'intervention, les priorités et les contenus d'enseignement. Il met à la disposition du programme tous les techniciens nécessaires tant pour l'élaboration de la plateforme que pour celle des livrets. L'assistance technique internationale n'est sollicitée que si la compétence est déficiente. Au niveau régional des Comités départementaux, sous la tutelle des directeurs départementaux et/ou des Inspecteurs des Services d'Appui pédagogique, se chargent de la mise en œuvre du programme.

Dans ces conditions, la notion de désengagement est plus relative vu que l'engagement du partenaire est total depuis le départ. La volonté du Ministère est de s'approprier et d'intégrer ce programme à son plan de formation continue et le financer sur ses fonds propres.

#### d) Description de l'Efficiencia

Comme le montre le détail ci-dessous, les moyens à mettre en œuvre sont en adéquation avec la stratégie prévue. Le poste principal porte sur les RH (304 600€) nécessaires afin de garantir la qualité du matériel et des enseignements et de s'assurer d'une appropriation rapide du programme par le partenaire. Le programme, axé sur le renforcement des capacités, connaîtra l'appui d'un assistant technique international pendant 2 ans, jouissant d'une expertise très spécifique dans les domaines linguistiques (pédagogique et didactique de l'enseignement du français dans un contexte de bilinguisme diglossique), en didactique des différentes disciplines scolaires, en éducation mobile (élaboration et utilisation de dispositif lié à l'usage des technologies de communication et réseaux sociaux pour l'enseignement des langues et des disciplines et en éducation massive.

Un autre poste important concerne l'achat de camions/ classes (280 000 €) qui permettront de rendre les formations accessibles aux personnes de régions isolées, de réduire considérablement les coûts (transport et per diem) liés aux formations présentiellles et d'initier au numérique un maximum de représentants d'institutions publiques et de la société civile.

Une sous-rubrique conséquente contemple les formations à tous les niveaux (201 000 €) des cadres supérieurs (fonctionnaires du ministère et des directions départementales), des cadres locaux (inspecteurs, conseillers pédagogiques et directeurs d'établissement) et des tuteurs chargés de la formation et du suivi des enseignants.

Ces formations requièrent des outils pédagogiques (185 100 €) qui vont depuis la mise au point d'une plateforme virtuelle jusqu'à du matériel très concret comme des clés USB, des manuels ou des ouvrages de références tant pour les centres de formation comme pour les étudiants/enseignants.

Finalement, vu l'importance du composant numérique dans ce dispositif de formation hybride, un montant appréciable du budget (97 050 €) sera investi en connexion de communications.

### 7.4. Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour la République d'Haïti

Le but de la stratégie de partenariat est l'intégration du programme dans le plan de formation continue du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle (MENFP).

La gouvernance du partenariat s'opérera par la mise en place d'un Comité National dont les membres sont désignés par le MENFP et au sein duquel toutes les directions techniques sont représentées. Ce comité dirige le programme, prend les décisions stratégiques en ce qui concerne les priorités, le choix des zones d'intervention et des bénéficiaires, les contenus des formations des enseignants, la conception de la plateforme, la sélection des tuteurs, la définition des conditions de reconnaissance de la formation des maîtres, la planification des différentes étapes, l'évaluation du dispositif et la coordination entre les différentes parties impliquées. Un secrétariat exécutif dont le responsable est un membre de la Direction de la formation et perfectionnement assure le suivi de la mise en œuvre des activités.

Le programme s'intègre donc totalement dans le ministère qui met à la disposition de celui-là de nombreux techniciens pour toutes les étapes du programme comme l'élaboration des livrets, la conception d'une plateforme et les activités de tutorat. Le ministère est ainsi l'acteur principal du programme qui décide de son orientation et qui opère sa mise en œuvre.

Au niveau de chaque département, le partenariat se fonde sur le Comité départemental, piloté par le coordonnateur du Service d'appui pédagogique au niveau départemental (SAP) qui travaille en étroite collaboration avec le Directeur départemental de l'éducation (DDE). Ce comité est chargé de la mise en œuvre du programme au niveau local.

Les partenaires locaux à renforcer sont les EFACAP (École Fondamentale d'application et centre d'appui pédagogique). Ces structures départementales combinent une école fondamentale comportant les trois cycles et un centre d'appui pédagogique pour la formation continue des enseignants qui sert de pôle de référence à un réseau d'une vingtaine d'écoles (écoles satellites). C'est aussi le lieu de rattachement des conseillers pédagogiques, responsables de la formation continue des enseignants du réseau. C'est au sein de ces institutions, les plus qualifiées pour développer de la formation continue que seront installés les points numériques. Celles-ci mettent également du personnel au service du programme. Ils sont aussi fréquentés par les directeurs et les conseillers pédagogiques. Tous ces acteurs seront donc renforcés tant au niveau du numérique que des contenus d'apprentissage des enseignants afin qu'ils puissent en faire le suivi en connaissance de cause.

Le partenariat de l'APEFE comprend une assistance technique pédagogique, linguistique et financière à ce processus et la gestion administrative et financière qui se fera selon ses normes et procédures et qui sera vérifiée par le service financier et administratif du Bureau APEFE de Port-au-Prince.

Le partenariat sera formalisé par une Convention signée avec le Ministère de l'Éducation et de la Formation Professionnelle, qui détermine les responsabilités et attributions des partenaires.

## 7.5. Description des Synergies et Complémentarités

Au sein du Cadre Stratégique Commun, deux synergies, essentiellement de type «échange d'informations», qui s'inscrivent également dans le cadre de la Cible stratégique commune 4, «Garantir et améliorer l'accès à la connaissance, à l'éducation et à la culture, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement», sont envisagées.

D'une part, une collaboration est envisagée avec l'ACNG Coopération Education Culture (CEC). Un partage d'informations, d'expérience et de matériels est envisagé. Les partenariats doivent être négociés et une convention de collaboration signée.

D'autre part, une autre synergie pourrait se mettre en œuvre avec Via don Bosco qui appuie une série d'instituts de formation technique en Haïti, le programme pourrait les aider à initier ses apprenants au numérique. Les partenariats doivent être négociés et une convention de collaboration signée.

Par ailleurs, hors du Cadre Stratégique Commun, deux importantes synergies de type «opérationnelles» et «organisationnelles» sont prévues avec deux organismes internationaux.

Une synergie opérationnelle et opérationnelle avec l'Organisation Internationale de la Francophonie permettra au programme de bénéficier de son expérience internationale de ce type de programme déjà mis en œuvre dans 14 pays différents. En Haïti, l'OIF a déjà organisé la phase expérimentale du programme IFADEM dont l'évaluation a permis de tirer une série de leçons importantes en vue d'améliorer l'ensemble du programme. L'OIF administre une seconde phase, financée par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du gouvernement du Québec et la fondation Intel, Intel Corporation, le plus grand fabricant de circuit intégré au monde, qui s'achèvera fin 2016. Pour le programme 2017- 2021, l'OIF accompagnera l'APEFE en mettant à disposition du programme son expertise internationale, sa méthode d'intervention, un appui en ressource humaine par le biais d'une assistante technique, le partage de locaux, et du matériel divers.

Une deuxième synergie de type «opérationnel» est prévue avec l'Agence Universitaire de la Francophonie qui est une association internationale regroupant des universités, grandes écoles, réseaux universitaires et centres de recherche scientifique utilisant la langue française dans le monde entier. Avec un réseau de 817 adhérents dans 106 pays, elle est l'une des plus importantes associations d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche au monde. Sa mission : agir pour soutenir un espace scientifique d'excellence au service du développement des

sociétés. L'agence appuiera le programme, essentiellement dans l'installation de campus numériques et en appui éventuel au Ministère pour l'élaboration d'outils numériques comme une plateforme pour la mise en ligne de CLOMs/MOOCs, grâce à ses techniciens spécialisés.

L'APEFE mettra en œuvre les moyens financier et se chargera de l'administration et de la gestion des ressources du programme et apportera son expertise technique dans les domaines linguistiques (pédagogique et didactique de l'enseignement du français dans un contexte de bilinguisme diglossique), en didactique des différentes disciplines scolaires, en éducation mobile (élaboration et utilisation de dispositif lié à l'usage des technologies de communication et réseaux sociaux pour l'enseignement des langues et des disciplines et en éducation massive (élaboration et animation de cours **CLOMs/MOOCs**).

L'objectif commun de l'APEFE, de l'OIF et de l'UAF correspond à celui du programme, c'est-à-dire, à améliorer fortement la qualité des apprentissages/ enseignements par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs de l'enseignement fondamental moyennant la mise en place d'un dispositif hybride de formation.

L'objectif commun de ces acteurs avec les deux autres ACNG mentionnées s'inscrit dans le cadre de la Cible stratégique commune 4.

Ajoutons encore que dans la préparation du CSC Haïti, de nombreuses possibilités de synergies entre les ACNG ont déjà été identifiées, mais il a semblé impossible de garantir un engagement réel et concret tant que les programmes des différents acteurs ne seront pas approuvés. Les ACNG ont également convenu d'organiser une réunion en Belgique et une autre en Haïti dès que les programmes auront été approuvés, afin de préciser et d'opérationnaliser les synergies possibles identifiées. Notons enfin que les exercices de l'ACC et du CSC ont créé une dynamique très constructive entre les OSC et que des réunions régulières seront planifiées en Belgique ou à Haïti afin d'échanger des informations et de gérer les risques. On peut donc clairement considérer que les ACNG se sont engagés à créer les conditions qui permettront des synergies dynamiques et efficaces tout au long de leurs programmes.